

# le libertaire

hebdomadaire

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

## ABONNEMENTS POUR LA FRANCE

Un an ..... 6 fr. »  
Six mois ..... 3 fr. »  
Trois mois ..... 1 fr. 50

## ADMINISTRATION ET RÉDACTION

PARIS — 15, Rue d'Orsel, 15 — PARIS

Adresser tout ce qui concerne  
la Rédaction : à Emile AUBIN  
l'Administration : à Pierre MARTIN

## ABONNEMENTS POUR L'ÉTRANGER

Un an ..... 8 fr. »  
Six mois ..... 4 fr. »  
Trois mois ..... 2 fr. »

## Le Geste de Madame Caillaux

Je l'approuve, certes il est courageux, il est justifié; quand la société n'a aucun moyen de vous faire rendre justice, on se rend justice soi-même; les tribunaux étant impuissants, on s'adresse au browning, dernière raison.

Combien de fois j'ai été tentée, moi-même, de me venger par ce moyen de calomnies atroces. Les tribunaux, je n'avais pas de preuves suffisantes et mes calomnieux étaient puissants; le duel, ils étaient hommes, ils auraient refusé dédaigneusement et toute la presse leur aurait donné raison. Il ne restait donc que le revolver, la seule arme de la femme dans la société présente.

Mais cette arme unique, elle est trop dangereuse, elle atteint celui qui s'en sert presque autant que celui contre lequel on la dirige, davantage même le plus souvent, car on peut manquer son adversaire, tandis que les conséquences, elles, ne vous manquent pas.

Une femme riche peut encore se payer cette satisfaction, elle en est quitte pour un peu de prison, une prison confortable. Mais la femme qui doit seule assurer sa vie irait tout droit à sa perte, et pour peu qu'elle s'attaque à un homme puissant, on trouverait toujours des médecins pour la taxer d'un dérangement cérébral qui la déshonorerait à jamais.

Madame Caillaux, elle, épouse de ministre, ne se fera pas un grand tort, mais elle a tué politiquement son mari. Il reviendra au pouvoir, certes, dans quelques années, la mort politique n'est pas aussi définitive que l'autre, celle de Calmette; mais le voilà, quand même, écarté du pouvoir pour longtemps.

Comme quoi il faut réfléchir avant de donner la parole au camarade browning. Mais il y a des moments dans la vie, où on ne réfléchit pas : tous les actes de courage sont des actes irréfléchis. On est exaspéré et on tire. Au point de vue personnel, on fait une gaffe; mais au point de vue général, on fait bien. Cela sert d'exemple à ceux qui sont prêts à ramasser leurs armes dans la boue.

Ceci dit, que penser d'un régime dont les dirigeants ont une vie privée telle qu'il suffit d'en montrer un coin pour les abattre? Car dans le cas de Mme Caillaux, il ne s'agit pas de calomnies, mais de lettres dont la publication lui apparaissait si redoutable qu'elle crut devoir la prévenir par un crime.

Des lettres d'amour, cela ne déshonore pas, surtout des lettres d'amour adressées par un homme dont on est l'épouse.

Que pouvaient donc contenir ces lettres?

La plupart de nos dirigeants d'aujourd'hui ont ainsi une vie privée scandaleuse: Syveton, qui se suicida pour échapper à la divulgation de ses mœurs; Flachon, directeur de la Lanterne, l'homme aux petites premières communiantes; Fournement, un des leaders socialistes de Belgique, riche député, chef de parti, obligé de donner sa démission, d'abandonner tout, de fuir son pays pour une histoire de mœurs.

Ah! elle est bien gangrenée, notre société!

Dans l'affaire Caillaux, il n'y avait pas que les mœurs. Il paraît que dans une des fameuses lettres, on trouvait cette phrase: « J'ai écrasé l'impôt sur le revenu, tout en ayant l'air de le défendre. »

On pouvait s'en douter. Comment voir un sincère démocrate dans cet homme opulent, président de sociétés financières qui ne vivent que de vol? L'impôt sur le revenu aurait été un semblant de réforme, comme tout ce que nous a donné la République. On aurait jeté de la poudre aux yeux des classes populaires.

Mais de ce semblant de réforme, la réaction n'en veut même pas. Elle en a peur, car ce serait, malgré tout, la porte ouverte; un gouvernement pourrait venir qui, sous la pression du prolétariat, n'aurait qu'un tour de vis à donner pour frapper à la porte des classes riches.

Au début du ministère, Caillaux, dans un discours, a adjuré les privilèges de ne pas imiter la noblesse du XVIII<sup>e</sup> siècle et de faire les concessions nécessaires. Tout comme les nobles d'autrefois, la grande bourgeoisie d'aujourd'hui ne veut rien entendre.

Nous pourrions, nous, nous en réjouir, car alors il n'y aurait d'autre solution que la révolution.

Mais avec le prolétariat que nous avons, c'est plutôt la réaction qui est à craindre.

D<sup>r</sup> Madeleine PELLETIER.



JOLI MONDE

Depuis longtemps, nous savions que les dirigeants de notre République — semblables en cela aux rois et courtisans de l'ancien régime — avaient des mœurs plutôt douteuses. Aujourd'hui, grâce au drame du Figaro, une vive lueur est projetée sur les façons d'agir de ces messieurs.

C'est ainsi que nous apprenons que nos ministres se mouchardent entre eux, possèdent, sur leurs rivaux des lettres capables de déshonorer ceux-ci — en supposant qu'il soit possible de déshonorer un politicien.

Joli monde, en vérité. Voici Poincaré, Barthou, Briand et autres gens de la même espèce qui détiennent des photographies de lettres compromettantes pour Caillaux.

Voici le sinistre Barthou qui commet une forfaiture en détournant illégalement une pièce officielle dont il avait eu connaissance en sa qualité de Garde des Sceaux et en faisant circuler cette lettre dans les salles de rédaction.

Quel fumier que ce régime!

## MŒURS DE MINISTRE

Que Caillaux ait couvert de son autorité de ministre des Finances les agissements de Rochette, cela ne fait pas de doute aujourd'hui.

Qu'il ait affirmé dans une lettre qu'il avait « écrasé l'impôt sur le revenu en ayant l'air de le défendre », cela est absolument certain.

Qu'il soit président de plusieurs so-

ciétés financières et gagne, sur le dos du peuple, des sommes immenses tous les ans, c'est archi-prouvé.

Ceci dit pour montrer que nous n'éprouvons aucune sympathie pour l'ancien ministre des Finances!

## OUI, MAIS CALMETTE

Ne valait pas mieux, au point de vue moralité que Caillaux.

Et la haine de l'ex-directeur du Figaro à des causes qui n'ont rien à voir avec la « probité journalistique ».

Donnons quelques-unes de ces raisons:

1<sup>o</sup> Parce qu'il avait offert sa neutralité et que M. Caillaux n'en avait cure;  
2<sup>o</sup> Parce que M. Calmette avait spéculé sur l'emprunt annoncé par Barthou et avait perdu une partie de l'héritage de Chauchard dans cette mauvaise opération;

3<sup>o</sup> Parce que M. Calmette était l'ami intime de Barthou;

4<sup>o</sup> Parce que M. Calmette avait, contre M. Caillaux, un grief intime et personnel que connaissent tous les Parisiens au courant des bruits de coulisse et des potins du boulevard.

Raisons honnêtes comme on le voit!

## HONNETETE!

Sur la ligne du Nord, l'autre jour, un brave homme d'équipe s'étant oublié jusqu'à voyager en wagon de deuxième classe, trouva dans un compartiment un sac contenant plusieurs milliers de francs en or.

## Le Mirage parlementaire

On vous a dit : Citoyens, par votre bulletin de vote vous êtes les maîtres de vos destinées qui pouvez, par ce moyen, obtenir toutes les réformes et toutes les améliorations auxquelles vous pouvez légitimement prétendre. Vous les travailleurs, les exploités, les parias, vous aurez, par le suffrage universel, plus de justice égalitaire et plus de mieux-être; vous formerez à votre gré et selon votre état d'éducation une société de plus en plus harmonique, de plus en plus parfaite selon vos désirs et vos aspirations vers un idéal toujours plus haut, plus noble, vers une moralité plus pure parce que moins subjective, moins égoïste.

On vous a dit tout cela et bien autre chose encore, citoyens; et malgré le semblant de raison qui paraît rendre d'une utilité incontestable le suffrage universel, nous vous dirons toujours plus fort : Non ! citoyens, votre parlementarisme, à quelque parti qu'il se rattache, ne parviendra jamais à vous donner le bonheur auquel vous avez droit.

Vous avez vu, citoyens, tous les partis républicains au pouvoir; vous avez cru un moment aux belles déclarations de ceux qui s'intitulent radicaux. Qu'ont-ils fait pour vous depuis leurs promesses de naguère?

Avez-vous cru un seul instant à la réalisation de leur programme en ce qui concerne seulement la défense de l'école laïque et l'impôt sur le revenu?

Auriez-vous escompté sincèrement, de leur part, un retour à la loi de deux ans?

Pourquoi alors, si vous ne croyez pas en la sincérité de ces radicaux qui vous berment depuis qu'ils existent, croiriez-vous plutôt au désintéressement de ceux qui s'intitulent socialistes?

Qu'est donc le parti socialiste, sinon un ramassis d'arrivistes qui se sert du peuple pour s'en faire un tremplin et

scrupuleusement, l'ouvrier honnête remplit sa trouvaillie au bureau des objets trouvés de la compagnie.

Quelle ne fut pas sa stupeur d'apprendre, quelques jours plus tard, qu'il était frappé d'une peine disciplinaire pour avoir voyagé dans une classe à laquelle il n'avait pas droit!

Le sac appartenait à Mme Sartiaux, femme du grand manitou de la Compagnie du Nord, et celui-ci n'avait rien trouvé de mieux, pour remercier l'obscur employé de son honnêteté que de le frapper d'une mesure de rigueur.

Avis aux nègres honnêtes de M. Sartiaux !

## POUR PRENDRE DATE

## UN JOUR A LA MER

Nous organisons, pour le 31 mai (Pentecôte), une excursion à Dieppe par train spécial.

Des arrangements uniques nous permettent de laisser à dix francs, maximum des cartes donnant droit au voyage, aller et retour, déjeuner et dîner, vin à chaque repas, l'après-midi, bière ou cidre à discrétion.

Différents groupes seront organisés pour excursions dans l'intérieur et dans la banlieue de ce port de pêche, jusqu'ici réservés aux privilégiés de la fortune.

Chacun optera selon ses goûts.

Le dernier délai d'inscription est fixé au samedi 23 mai au soir, jour où nous comptons donner une soirée dans laquelle nous donnerons les derniers détails.

De plus, une tombola gratuite, dans laquelle seront des bons de voyage gratuits, y sera tirée.

Nous donnerons de plus amples détails dans notre prochain numéro.

Que chacun s'apprête.

qui, succédant aux radicaux, ne fera pas davantage que ceux-ci ont fait pour l'amélioration du sort des travailleurs.

Pourquoi voudriez-vous, naïfs électeurs abusés par le mirage parlementaire, que des gens — d'où qu'ils viennent — soient assez fous pour rêver d'une égalité réelle entre tous les hommes?

Depuis quand verriez-vous se dépouiller volontairement ceux qui possèdent en faveur de ceux qui n'ont rien; comment admettre vraisemblablement que des individus fassent abstraction de leurs privilèges et de leurs prérogatives pour le seul plaisir de faire un geste utile pour la collectivité?

Hélas ! le temps n'est plus où l'on rencontrait des Saint Martin sur la route !

Non, mille fois non, jamais aucun homme, jamais aucun parti ne se sacrifiera pour l'intérêt commun et il faut, citoyens conscients, bien se mettre dans la tête que lorsque nous voudrions obtenir quelque chose, il nous faudra le prendre nous-mêmes et ne jamais compter sur tous ces fumistes politiques de toutes nuances, qui ne pourront que nous être néfastes à tous à tous les points de vue.

Et l'on pourra donner le droit de vote aux femmes, aux oies et aux auvergnaux... ce n'est pas ce qui fera avancer d'un iota l'humanité vers un progrès réel. N'oublions jamais, en effet, que l'émancipation humaine sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, ou elle ne sera pas !

PAUL PROLO.

## Les Amis du "Libertaire"

Tous les mardis, à 9 heures du soir, réunion du groupe des amis, salle Chapoteau, 5, rue du Château-d'Eau.

Appel est fait à tous ceux qui s'intéressent au journal.

## Fin de Législature

Nous touchons à la fin d'une législature et la décomposition d'une classe se continue. Il ne fallait pas que les quatre ans finissent dans le calme : comme dans les renouvellements de mandats des périodes antérieures, le scandale clôture le labeur négatif de tout progrès accompli par de loquaces politiciens.

Nous avons eu la législature du trafic des croix, avec le gendre d'un président de la République, associé à une vieille duègne, et deux généraux, dont l'un des plus hauts gradés de l'état-major. Grévy glissa dans le maquignonnage de Wilson, ridiculisé par une Lismousin accompagnée des trois étoiles Cafarel et d'Andleau.

Nous avons eu la législature de Panama, le pillage de plus d'un milliard de la petite épargne. La corruption déferlant dans l'hémicycle de la Chambre des députés; les représentants du peuple (?) achetés et vendus comme cochons en foire. Une liste de 104 législateurs corrompus avérés et un ministre, Baïeul, moins habile canaille que les autres, reconnaissant avoir touché 325.000 francs des de Lesseps et Fontaine.

Nous avons eu la législature de la boulangerie, la foule des avides, le ramassis des mécontents, tous les rasta des carrières ratées constituant la meute des coups d'Etat, la plèbe des aventures.

Nous avons eu la législature de la bassesse traqueuse léchant les bottes d'un tsar pendeur de martyrs. Toute la clique paradeuse pour recevoir les marins russes abasourdis sur les poitrails des praticiennes de France. La valetaille parlementaire, des royalistes à la Baudry d'Asson, jusqu'aux commandants à la Humbert, sans oublier le possibiliste Paul Brousse, tous inclinés, aplatis, vautreux aux pieds de l'autocrate Romanoff, par frousse de recevoir une nouvelle poignée de l'Allemagne.

Nous avons eu la législature de l'Affaire où tant de lâcheté s'est manifestée de la part des officieux du pouvoir. Où l'on a vu le mensonge déborder de partout; le faux étalé en plein Parlement par un ministre de la Guerre. La combinaison cynique d'un gouvernement comprenant l'assassin Gallifet et le socialiste Millerand. L'un meurtrier des fédérés de la Commune et l'autre leur panégyriste.

Nous avons eu la législature des massacres du peuple, les Clemenceau, Briand et Cie répandant le sang des travailleurs à Narbonne, Draveil-Vigneux, etc., etc. Et, comme couronnement à leur infamie, ils ont augmenté leur indemnité parlementaire de six mille francs par an, ce qui fait une augmentation de vingt-quatre mille francs pour la législature. Soit une petite fortune de 60.000 francs pour quatre années à siéger. Et vous voudriez que Bastly retournât à la mine taper de la riveline? Ah! jamais.

Il nous fallait la législature de canaillerie avec le satrape Briand écrasant la grève des cheminots. De la provocation violente, en augmentant la corvée militaire d'une année. De la trahison socialiste, par le vote de l'article 11 semant la division chez les gueules noires; et aussi de la forfaiture et du meurtre par les agissements de ce triumvirat de gredins : Briand, Monis et Barthou. Eh bien ! nous la terminons cette florissante législature 1910-1914.

Ces scandales, ces corruptions, ces trahisons, ces forfaitures et ces meurtres vont-ils durer encore longtemps? On ne sait. Dans tous les cas, la décomposition du corps parlementaire

s'accomplit : tout se gâte, tout se pourrit, tout se détruit. Il n'y a plus à dissimuler : nous allons à la débâcle...

Oui, et non pas seulement à une débâcle politique, mais aussi à une débâcle économique par la ruine du crédit, provoquée par la fatale banqueroute de l'Etat.

Le désordre est complet dans les finances; la gloutonnerie des parasites qui dévorent la substance créée par le travail est insatiable. Le krach est là qui nous guette : la moindre émotion, la plus petite panique peut affoler les égoïsmes. Et le krach ne sera pas localisé : ce sera un frisson de faillite qui courra sur tous les peuples arrivés au stade d'industrialisation économique.

Les Etats sont arrivés à ne plus pouvoir équilibrer leur budget. Les dépenses excèdent les recettes : le gouffre de la dette se creuse de plus en plus. La France marche en tête de cette déconfiture; lisez :

Le budget général est de.....	5.091.331.808
Crédits annexes.....	790.408.362
Crédits nouveaux.....	487.554.044
Pour la Guerre.....	135.557.850
Avances des Compagnies de Chemins de fer à l'Etat.....	85.000.000
Dépenses du Maroc.....	229.035.940
Total.....	6.819.135.004

Il faut ajouter à ce total les dépenses dites sociales, dépenses qui se trouvent dans les budgets communaux et départementaux. Elle s'élèvent à plus de 320 millions qu'il faut ajouter aux 6.819 millions, ce qui fait un total minimum de : 7 milliards 139 millions !

Voyons, maintenant, les ressources que l'on cherche pour faire face à une si formidable dépense.

Nous lisons au Rapport général les chiffres officiels suivants :

Recettes normales :	
Dans le budget dit général.....	4.681.258.533
Dans les budgets dits annexes.....	418.916.303
Dans les budgets communaux et départementaux.....	120.629.643
Directement payés par divers assujettis.....	200.000.000
Total des recettes.....	5.420.804.484
Les dépenses sont de.....	7.129 millions
Les recettes ne sont que de.....	5.420 —
Il manque donc.....	1.709 millions

Où trouver cette somme de 1 milliard 709 millions ?

L'Etat grappille bien, d'ici de là, par divers emprunts plus ou moins désignés sous ce nom et dès à présent escomptés, savoir :

Recettes extraordinaires :	
Compte provisionnel.....	112.500.000
Obligations à court terme.....	190.000.000
Obligations des chemins de fer de l'Etat.....	195.200.000
Avances des compagnies de chemins de fer.....	85.000.000
Total.....	582.700.000
Donc, recettes normales.....	5.420.804.484
Plus.....	582.700.000
Total.....	6.003.504.484

Mais il y a à faire face à la somme de 7 milliards 139 millions. Il manque donc 1 milliard 136 millions.

Vous lisez bien qu'il manque : Un milliard cent trente six millions de francs. Comment l'Etat payera-t-il cette différence ?

Aussi, les parlementaires sont-ils épouvantés. Ils ont gaspillé, volé, mis au pillage les finances de la nation.

Soixante-six ans de suffrage universel, quarante-quatre ans de République,







exemple de confusion, sur le dos des ex-  
gences de l'organisation syndicale.

Et l'on aura beau nous dire : cette  
élection est un mythe, une formalité sans  
âme, nous songerons que d'autres qui  
n'étaient ni syndicalistes, ni antiparle-  
mentaires, ni anarchistes, n'avaient pas  
voulu de ces mythes et de ces formalités-  
là.

« Non Guirio, s'écria Falleroni, en re-  
prenant fièrement le chemin de l'exil,  
je ne jure pas ! » Hélas, les mythes res-  
tent, mais les vertus passent.

Nous autres nous connaissons par ex-  
périence, la valeur des candidatures de  
protestation. En Italie, celle de Turati  
en est un spécimen ; en Espagne, celle  
de Piédro Cominias un autre. Turati  
gît enlisé dans le réformisme monarchi-  
sant, l'autre arraché aux tortures de  
Montjuich, port dans les bras des jé-  
suites — si bien que pour ces candidatu-  
res comme pour toutes les autres — s'il  
faut aller au large par une soumission —  
une humiliation — on se retrouve tou-  
jours... à la gamelle !

De Ambris serait une exception ! L'ex-  
ception devient la règle. En 1908, De  
Ambris jugeait toute candidature de  
protestation comme « un attentat à son  
honneur de syndicaliste » ; aujourd'hui,  
cet honneur est comme son serment...  
un texte sans âme. Ah ! mais pardon,  
interrompt Monatte. En 1908, De Am-  
bris « croyait que lui absent, l'abbaye  
ne chômerait pas ». Les faits n'ont pas  
confirmé cet espoir ! et dans l'abbaye  
abandonnée, errent désespérément des  
ombres humaines, tandis que De Ambris  
se ronge d'impuissance les poings ! L'ab-  
sence de De Ambris devait durer 13  
mois. Un an quelques jours et il retour-  
nerait parmi les siens... Il vagabonde  
de six ans ! Et les ombres se multi-  
pliaient... On était en quête d'hommes.  
Depuis 5 ans cet homme pouvait être là,  
grand par la peine accomplie pour sa  
cause, le nimbe au front de la sincérité  
mise à l'épreuve et triomphante. Ah !  
quelles enthousiasmes chevachées... Le  
militant était digne de l'idée, l'idée digne  
du militant... Mais non. Quand il  
fallut revenir... ce fut par la voie Ap-  
pienne de l'urne par où passent tous les  
aventuriers et les renégats.

Le syndicalisme de ceux qui suppor-  
tent pareille aventure est déjà bien bas.

La contradiction est certaine ; mais  
elle n'est pas seulement chez le candi-  
dat. Elle est aussi chez les propagandis-  
tes, qui l'ont amenée, favorisée, par-  
ce que dans les circonstances, tous ont  
exploité en faveur de De Ambris une  
influence qu'ils avaient acquise au syn-  
dicat.

Voulant démontrer à Tissier qu'il en  
savait plus long que lui, Monatte d'af-  
firmer : « Tissier se trompe ou ment  
quand il dit que « l'Union Syndicale »  
s'est mêlée aux luttes électorales. » Je  
regrette, mais Tissier ne se trompe ni  
ne ment. Tous les dirigeants de l'Union  
Syndicale ont fait campagne pour De  
Ambris. Leone, Rossi, Maca Corridoni,  
Marangoni et jusqu'à Masotti. Tous aus-  
si ont engagé le mouvement qu'ils diri-  
gent, et supposent constante l'hypothèse  
de Tissier, supposent par absurde une  
candidature Yvetot, supposent un Mer-  
heim, un Jouhaux, un Dumoulin, faisant  
ardemment campagne et propagande,  
pourriez-vous ne pas vous croire auto-  
risés à dire : la C. G. T. fait de l'action  
électorale, Monatte le nie, mais en es-  
prit de secte... et en saletés, Monatte me  
donne encore des points !..

Aussi pour magnifier le geste inutile  
de son ami a-t-il beau se dépenser en  
efforts subtils.

Il ne réussira pas à nous faire avaler  
la coulèvre.

Dans la B. S., James Guillaume mit  
sur le même parallélisme De Ambris et  
Malatesta.

Malatesta est l'homme de l'« époque  
passée », c'est celui qu'on a attendu en  
Italie très longtemps. Malatesta, dans  
son journal *Volontà* a combattu vive-  
ment le fait « De Ambris ». Je parie  
que Monatte va le jeter dans le coin  
aux vipères. A la fin, à voir ceux qui  
s'y trouvent, on n'y est pas si mal que  
ça !

Henri TOTTI.

## LES ARTS

### Exposition Aristide Delanoy

Lundi dernier s'est ouverte, 9, rue  
Dupuytren, près de l'Odéon, l'exposition  
Aristide Delanoy, organisée avec  
un soin pieux par son ami le plus in-  
time, notre bon camarade Gustave Ra-  
telet, qu'aussi nos lecteurs connaissent et  
ont pu apprécier.

La Galerie d'Art septentrionale a bien  
voulu prêter sa salle durant quinze  
jours. Acte de libéralisme dont nous ne  
pouvons que la remercier.

Avec grand plaisir, nous y avons re-  
trouvé quelques originaux des portraits  
parus aux *Hommages du Jour* : Urbain  
Gohier, Séverine, Bourzelle, Lucien Des-  
caves, Jehan Rictus, Mme Curie, Saint-  
Saëns, Maurice Barrès, puis aussi des  
croquis satiriques d'un dessin hardi,  
très net, très synthétique.

Et enfin — pour notre ultime  
joie — des peintures — malheu-  
reusement trop peu en nombre — car  
ce « doux », ce « tendre » n'était  
pas qu'un dessinateur fougueux, il était  
aussi, et surtout, un peintre. Et com-  
bien, à la vérité, il est regrettable qu'il  
ait été contraint de sacrifier l'un à  
l'autre. Son *Mineur à l'accordéon* est  
une page remarquable, où il affirme  
une fois encore sa puissance si aiguë  
d'observation.

J.-Paul Dubray.

P. S. — Nous consacrerons, la semaine  
prochaine, le feuilleton artistique à  
cet artiste ignoré, à ce caractère d'ex-  
ceptionnelle grandeur, trop jeune ar-  
raché à ses chères affections, trop jeune  
arraché à la Palette d'or.

Ce feuilleton sera émaillé de quel-  
ques reproductions de dessins prêts  
obligamment par notre bon camarade  
Ratelle.

\*\*\*\*\*

## Le Cinéma du Peuple

Siège social : 67, rue Pouchet, Paris (17<sup>e</sup>)

Le samedi 28 mars, à 8 heures et demie  
du soir, au Palais des Fêtes, 199, rue Saint-  
Martin (Métro : Elienne-Marcet) :

### GRANDE FÊTE POPULAIRE

Partie cinématographique :

Victime des exploités  
Etude sur le travail à domicile, éditée par  
le Cinéma du Peuple (pour la première  
fois).

Le Vieux Docker 1  
Drame social édité par le Cinéma du Peuple  
(pour la première fois).

LA COMMUNE !  
(du 18 au 25 mars 1871)

Édité par le Cinéma du Peuple (pour la  
première fois en France).

Vues comiques et instructives.  
Causerie sur « la Commune » par le ci-  
toyen CAMELINAT.

Partie de concert avec le concours de :  
Mévisto aîné, de la « Chanson du Peuple » ;  
Charles Albouy, des « Concerts Co-  
lonne ».

Le Groupe Théâtral du XX<sup>e</sup> jouera :  
« Le Client Sérieux » de Courteline.

Prix d'entrée : 0 fr. 60, droits des pau-  
vres compris.

Pas de places réservées. Les portes s'ou-  
vriront à 7 h. 30 du soir.

\*\*\*\*\*

## AUSTRALIE

### « Au Paradis des Ouvriers »

J'ai déjà eu l'occasion de parler ici  
des tristes conditions de vie imposées  
aux travailleurs d'Australie. Elles ne le  
cèdent en rien à celles dans lesquelles  
se débattaient les producteurs européens,  
quoique là-bas dominent les socialistes  
et que ce pays ait été qualifié de « Pa-  
radis des ouvriers ». D'une longue let-  
tre qu'adresse à notre confrère de Ber-  
lin, *Freie Arbeiter*, un camarade alle-  
mand résident en Australie depuis plus  
d'un quart de siècle, j'extrait aujourd'hui  
quelques notes qui, une fois de  
plus, éclaireront les lecteurs sur le mi-  
rage du socialisme d'Etat. Puisse en  
même temps ces notes être lues par nos  
jeunes camarades, toujours suscepti-  
bles de tomber dans les filets des traf-  
quants peu scrupuleux de l'émigration.

Si, en Australie, les ouvriers ont vu  
s'élever le prix de la journée de travail  
durant ces vingt dernières années, dit  
le correspondant de *Freie Arbeiter*, le  
coût de la vie a progressé d'une façon  
inouïe. Et l'élévation des prix des cho-  
ses indispensables à l'existence a été  
de beaucoup supérieure à celle des sa-  
laires. On peut dire que les conditions  
de vie dans lesquelles se débattaient  
actuellement les ouvriers australiens sont  
inférieures à celles d'il y a dix ans.

Grâce aux « représentants » de la  
classe ouvrière, dans plusieurs Etats,  
des lois ont été votées en vertu des-  
quelles tout gréviste est passible d'une  
amende pouvant atteindre 1.250 francs,  
convertie, en cas d'insolvabilité, en  
plusieurs mois de prison — un, deux,  
trois mois et quelquefois plus, selon le  
bon vouloir du juge. Dans la Nouvelle-  
Galles du Sud, plusieurs ouvriers in-  
solvables (y en a-t-il qui se trouvent  
dans un autre cas ?) se sont déjà vu  
appliquer ces lois dans toute leur ri-  
gueur. Et à une pétition demandant  
l'élargissement des détenus, le ministre  
socialiste Holman répondit, méprisant  
et sarcastique, que les contrevenants  
ayant mérité les condamnations dont  
on les avait frappés, il était inutile d'es-  
pérer leur mise en liberté avant l'ac-  
complissement de leur peine.

La presse capitaliste dit de la grève  
générale qu'elle est un moyen de lutte  
barbare qui devrait répudier un ou-  
vrier civilisé. Tout comme les flagoran-  
teurs de la classe capitaliste représen-  
tant le monde journalistique, il n'est  
pas un socialiste qui ne condamne la  
« grève en masse », comme on dit en  
Allemagne. Aussi tous les socialistes ont-ils  
conclu une alliance avec le pouvoir  
pour favoriser la levée des troupes en  
cas de grève générale et pouvoir, de la  
sorte, étouffer facilement celle-ci dans  
le sang.

Le syndicalisme, la véritable, n'a pas  
l'heur de plaire aux conducteurs de  
toutes sortes, le but qu'il poursuit  
étant trop visiblement en opposition  
avec leurs intérêts et leurs appétits.

C'est pourquoi, afin de sauvegarder

leur position actuelle, tous ces ex-  
cuviers ferment bloc avec l'Etat pour  
anéantir toute manifestation de liberté  
chez les travailleurs. On les voit s'éle-  
ver contre l'indépendance des produc-  
teurs, animés de la même haine farou-  
che que la prétraille à l'égard de la  
science !

Il y a en Australie une loi ordonnant  
que, dès l'âge de 14 ans, les garçons  
soient astreints à des exercices mili-  
taires. Toujours favorisés, les riches  
voient leurs fils faire leur apprentissage  
de futurs assassins dans les écoles su-  
périeures, pendant les heures de classe,  
alors que les gars des travailleurs,  
eux, apprennent à s'entretenir une fois  
la semaine de travail terminée. Le  
monieur qui fit voter cette loi crimi-  
nelle se nommait Pearce. Il était séna-  
teur et ministre de la Guerre. C'était  
un socialiste. Il avait été ouvrier me-  
naisier. La loi en question dit, entre  
autres choses : « Un soldat ne doit ja-  
mais donner libre cours à son mécon-  
tentement ; il doit toujours se faire sur  
sa situation, quelle qu'elle soit. »

Parmi les commandements dictés aux  
soldats en Russie, il n'en est certes  
pas de plus odieux !

L'hiver dernier, rien qu'à Melbourne,

## La Bourgeoisie peut-elle recommencer son 1789 ?

Juste au moment où je déclarais à  
Lucien que la classe moyenne ac-  
tuelle était la classe la plus réaction-  
naire, ladite classe moyenne tenait un  
congrès où palabrait Barthou et où  
Caillaux et son impôt panacé en pre-  
naient pour leur rhume. De son côté,  
le Sénat déniait dans les grandes  
largeurs l'œuvre fiscale du grand mi-  
nistre qui réunit en lui, dit une feuille  
volante que j'ai sous les yeux, les  
qualités de Richelieu, de Colbert, de  
Necker et de Mirabeau.

Comme éloge dithyrambique, c'est  
réussi, et comme la feuille en ques-  
tion est signée « un groupe d'élec-  
teurs flamands », j'en déduis que ces  
Flamands, que mon ami Jacques, à  
propos du curé Lemire, me disait  
« fiers comme des gueux », sont sur-  
tout « naïfs comme des poires » ; avec  
l'impôt sur le revenu, assaïonné  
d'une déclaration contrôlée, tout le  
monde, disent-ils, sera heureux. La  
déclaration contrôlée est la tarte à la  
crème.

Donner à Caillaux, les qualités de  
Richelieu, de Colbert, de Necker et  
même de Mirabeau, cela ne m'offus-  
que guère, d'autant plus que les qua-  
lités de ces quatre grands trépassés  
étaient surtout des mauvaises qua-  
lités : Despotisme, fourberie, débaû-  
che. Quant à croire à la mission sal-  
vatrice de l'impôt sur le revenu, j'ai  
dit là-dessus mon sentiment.

Que peut, ai-je dit, la petite bour-  
geoisie contre le capitalisme, même  
avec l'appui de l'Etat-providence ?  
Peut-elle abattre le grand magasin, le  
patronat anonyme, le puissant Eta-  
blissement de crédit ?

Prenez le commerce. Le commerce  
capitaliste revêt des formes diverses.  
Ici, c'est la concentration de toutes  
sortes de commerces dans une même  
maison ; là, c'est la diffusion du même  
commerce dans une grande quantité  
de maisons. D'un côté les grands ma-  
gasins, de l'autre les maisons à suc-  
cursales multiples.

Ce sont d'abord les grands maga-  
sins proprement dits. Tout le monde  
les connaît, inutile d'insister. Ce sont  
ensuite les entreprises d'épicerie com-  
me les *Docks Rémois*, aux nombreu-  
ses succursales, dont le chiffre d'affai-  
res s'est élevé, en 1911, à près de  
59 millions ; *Félix Polin*, etc. ; ce sont  
les maisons se spécialisant dans la  
vente d'un seul produit comme les  
*Planteurs de Cajou*, les *Debray* pour  
le café. Les premiers ont 3.000 voitu-  
rettes et le second 250 succursales.  
Ajoutons dans cette branche les mai-  
sons de vins qui ouvrent des maisons  
de vente jusque dans les plus petites  
bourgades et n'oublions pas les mai-  
sons à primes.

« Une puissante compagnie indus-  
trielle, dit V. Rougine (*Vie Ouvrière*  
du 20 décembre 1912, auquel j'em-  
prunte ces détails) peut, en s'étendant  
sur le domaine du commerce, suppri-  
mer presque complètement le petit  
commerçant, mais elle peut aussi le  
laisser subsister et même favoriser son  
extension en faisant de lui, de fait son  
agent commercial. »

Le commerçant est ainsi domestiqué  
par le capitalisme, il perd son indé-  
pendance, il n'est plus commerçant

dans le sens habituel du mot. Sa bou-  
tique est une succursale du gros né-  
gociant ou d'une compagnie indus-  
trielle.

Quant aux moyens que voudraient  
employer les petits commerçants pour  
se soustraire à l'élimination ou à la  
sujétion ? Eh bien ! c'est le recours à  
l'Etat-Providence, c'est le bulletin de  
vote, c'est l'impôt.

Ils sont la clientèle de deux partis  
qui, à première vue, paraissent dis-  
semblables, mais qui, au fond, sont les  
mêmes : les nationalistes et les radica-  
ux.

Tout ce qu'ils ont trouvé dans leurs  
syndicats, dans leurs unions, dans  
leurs congrès pour rogner les griffes  
au capitalisme, c'est d'imposer de for-  
tes patentes aux grands magasins,  
c'est de limiter le nombre de spécia-  
lités qu'il sera permis aux grands ma-  
gasins de mettre en vente.

Des projets de loi en ce sens ont  
été déposés par un Edouard Néron et  
par un Georges Berry, qui ne sont  
pas — Lucien me le concédait — des  
foudres de radicalisme.

Par ce qui précède on voit que le  
petit commerce archi-réactionnaire au  
point de vue économique, l'est aussi au  
point de vue politique. L'évolution mo-  
derne le contraire, il regrette le pas-  
sé, il est éminemment rétrograde, et  
toi, Lucien, qui rêves un accord entre  
la bourgeoisie et le peuple, je te  
prie de remarquer ceci : Le petit et  
le moyen commerce en veulent sans  
doute aux grands magasins et aux  
maisons à succursales multiples, mais  
ils en veulent surtout aux syndicats  
agricoles, aux coopératives ouvrières,  
à tout ce qui élimine l'intermédiaire  
et tend à traiter directement le pro-  
ducteur à consommateur.

Leur fureur ne connaît plus de bor-  
nes quand il s'agit de Craigneville  
qui débite quelques légumes en pou-  
sant sa voiture à bras ou de la mar-  
chande au panier que traquent les ser-  
gents : « Ces gens, dit une lettre du  
syndicat des Epiciers-Regatriers au  
congrès de Montluçon, qui vendent  
pour quelques sous de droit par jour,  
crient à tue-tête dans les couloirs,  
dans les cours, tirent les sonnettes,  
enfin se servent de tous les moyens  
en leur pouvoir pour vendre leurs  
marchandises. A nous, que nous res-  
te-t-il ? Le droit de les regarder ven-  
dre et de jeter souvent le peu de mar-  
chandises que nous aurions pu débi-  
ter. »

La mentalité bourgeoise est dans ces  
quelques lignes prise sur le vif. Elle  
est essentiellement égoïste et peu-  
reuse. Rien de grand ne peut sortir  
d'elle. N'est-ce pas déjà Cicéron qui  
disait que rien de grand ne peut sor-  
tir d'une bouillotte.

Il est vrai que Lucien et d'autres  
croient que le peuple est incapable de  
rien créer. Nous examinerons ce que  
vaut cette hypothèse.

### LE PERE BARBASSOU.

Aux anarchistes de Pantin, Aubervilliers,  
Drancy, Noisy, Bobigny,  
La Cour-Neuve.

Les camarades anarchistes des localités  
ci-dessus sont priés d'assister à la réunion

qui aura lieu samedi 21 mars, à 9 heures  
du soir, salle Lecomte, 53, route d'Auber-  
villiers, à Pantin.

Dispositions à prendre pour mener la  
bataille dans la nouvelle circonscription.

En nous réunissant tous, nous ferons plus  
de besogne et, pour une même dépense,  
notre propagande sera plus intense.

Que tous soient présents !

### Groupe Théâtral du XX<sup>e</sup>

Dimanche 22 mars, à 2 heures 1/2 de  
l'après-midi, salle de l'Université Populaire,  
157, Faubourg Saint-Antoine.

### Grande Matinée Artistique

Le Groupe Théâtral du XX<sup>e</sup> désireux  
d'intensifier sa propagande sociale, fait un  
pressant appel à tous les camarades qui  
reconnaissent son utilité, pour les inviter  
à venir nombreux à cette matinée artisti-  
que.

Le Groupe Théâtral du XX<sup>e</sup> a pensé qu'il  
était intéressant d'associer à cette fête nos  
camarades emprisonnés pour délits poli-  
tiques, qui seront versés à l'Entr'aide, fon-  
dée il y a deux ans en vue de subvenir  
aux besoins des détenus politiques et de  
leurs familles.

Programme des quatre pièces choisies  
parmi les plus attrayantes et les plus ins-  
tructives de son répertoire :

*Théodore cherche des allumettes*  
Saynète en un acte, de G. Courteline

*Poils de Carotte*

Pièce en un acte, de Jules Renard

*L'Anglais tel qu'on le parle*

Pièce comique en un acte de Tristan

*Mais quelqu'un troubla la fête*

Allégorie sociale en un acte, de L. Marsolleau

(Interdite par la censure en 1908)

Entrée gratuite et vestiaire obligatoire

0 fr. 75.

Vu l'importance du spectacle, le rideau  
se lèvera à 2 h. 1/2 précises.

### Conseils à nos "Candidats"

#### L'Affichage électoral

Article premier. — Pendant la durée  
de la période électorale de toutes les  
élections, dans chaque commune, des  
emplacements spéciaux sont réservés  
par l'autorité municipale pour l'appa-  
rition des affiches électorales.

Dans chacun de ces emplacements,  
une surface égale sera attribuée à cha-  
que candidat ou à chaque liste de can-  
didats.

Le nombre maximum de ces empla-  
cements, en dehors de ceux établis à  
côté des sections de vote, est fixé à :

Cinq dans les communes ayant 500  
électeurs et moins ;

Dix dans les autres, plus un par 3.000  
électeurs ou fraction supérieure à 2.000  
dans les communes ayant plus de 5.000  
électeurs.

Tout affichage relatif à l'élection, mé-  
me par affiches timbrées, est interdit  
en dehors de cet emplacement ou sur  
l'emplacement réservé aux autres can-  
didats.

Art. 2. — Si le maire refuse ou néglige  
de se conformer aux prescriptions de  
l'article premier, le préfet devra assu-  
rer immédiatement, par lui-même ou  
par un délégué, l'application de la loi.

Art. 3. — Toute personne qui aura  
contrevenu aux dispositions du dernier  
paragraphe de l'article premier de la  
présente loi sera punie d'une amende  
de cinq à quinze francs (5 à 15 fr.) par  
contravention.

Art. 4. — En cas de récidive, les con-  
trevenants seront poursuivis devant le  
tribunal correctionnel et punis d'une  
amende de seize à cent francs (16 à  
100 fr.) par contravention.

Il y a récidive lorsque, dans les douze  
mois antérieurs au fait poursuivi, le  
contrevenant a déjà subi une condam-  
nation pour une contravention identi-  
que.

L'article 463 du Code pénal est appli-  
cable aux dispositions des articles 3 et  
4 de la présente loi.

Art. 5. — Lorsqu'une commune de-  
vra comprendre plusieurs bureaux de  
vote, l'arrêté préfectoral déterminant  
ces bureaux devra être notifié au maire  
avant l'ouverture de la période électo-  
rale.

Art. 6. — La présente loi sera applica-  
ble à l'Algérie et aux colonies représen-  
tées au Parlement.

## LA FÊTE du Pré Saint-Gervais

Notre fête a pleinement réussi. La co-  
quette salle où se donnait la représen-  
tation du *Chemineau* était comble. C'est  
dire que la recette a été rémunératrice et  
que l'action de propagande a bien porté.

Nos amis du groupe théâtral du  
XX<sup>e</sup> ont été encore une fois admi-  
rables. Ils ont fait, dans ce milieu es-  
sentiellement ouvrier, une profonde im-  
pression d'étonnement d'abord, car on  
était loin de s'attendre à une interpré-  
tation aussi parfaite d'une œuvre litté-  
raire difficile à rendre. L'étonnement a  
vite fait place à une plus profonde  
émotion et, comme à l'U. P. du faubourg  
Antoine, nous avons vu, de nos yeux  
vus, des larmes couler, des cœurs oppres-  
sés et des moments d'hilarité ineffable.

Quel intéressant, étonnant et sain  
spectacle pour les travailleurs si privés  
d'un art et tant saturés de bêtise et de pré-  
jugés par les cinémas abrutisseurs !

Réagissons contre l'influence corrup-  
trice de ces spectacles triviaux. Appor-  
tons à ce peuple une pâture intellectuelle  
qui l'instruit, l'intéresse, le rende meil-  
leur pour ses semblables et plus révolté  
contre ses tyrans.

Le côté attrayant réalisé, on a com-  
plété par un beau geste de solidarité.  
Une quête faite pour nos camarades em-  
prisonnés a produit la somme de 37 fr.,  
versée entre les mains de notre ami  
Royer, trésorier de l'Entr'aide, 17, rue  
du Retrait.

## EN PROVINCE

Lyon

Depuis quelques jours, les anarchistes de  
la région de Lyon sont l'objet d'une sur-  
veillance incessante. Nos camarades ne  
peuvent sortir sans être immédiatement fi-  
lés par quelques innombrables bourgeois.

Notre ami Totti, le militant bien connu,  
paraît être la bête noire de ces messieurs  
de la Tour-Poinçon. Au cours de la semaine  
dernière, il a été perquisitionné trois fois  
par les argousins qui, naturellement  
n'ont rien trouvé.

Le grand gouvernement de gauche a-t-il  
l'intention d'inventer un nouveau complot  
anarchiste pour prouver aux gens de la  
droite qu'il est un gouvernement qui gou-  
verne.

Nous le prévenons charitablement que  
nos sommes décidés à ne pas nous laisser  
faire.

En tout cas, les tracasseries dont il est  
victime n'arrêteront pas la propagande ac-  
tive de notre camarade.

## Bibliographie

Vient de paraître :

*Deux preuves de l'existence de Dieu*,  
par Sébastien Faure. Forte brochure de 32  
pages, soignée. Cette brochure place entre  
les mains de tous ceux que préoccupe la  
question religieuse l'arme la plus solide et  
la mieux forgée contre les sophismes et les  
mensonges des religions.

En dépit de l'aridité du sujet, elle est une  
lecture courante et agréable.

Prix de l'exemplaire : dans nos bureaux,  
0 fr. 15 ; par la poste, 0 fr. 20.

La *Ruche* va publier un bulletin bi-mensuel,  
il paraîtra le 10 et le 25 de chaque  
mois. Le premier numéro portera la date du  
10 mars 1914.

Chaque numéro contiendra un article de  
Sébastien Faure ; un article d'un de nos  
collaborateurs réguliers ; Léon Clément,  
André Girard, James Guillaume, C.-A. Fa-  
sant, Georges Yvetot, etc., une série de poé-

tations catholiques ont lieu, et il est  
alors donné de voir ces disciples d'un  
Christ de bonté tentant de s'emparer  
par la force des drapeaux rouges dé-  
ployés sur les tribunes syndicalistes.  
Les prêtres dominent comme jadis au  
temps des poursuites pour hérésie. Ac-  
cumuler est aussi une de leurs occupa-  
tions favorites. En outre, un petit coin  
de terrain est-il libre, il faut qu'ils y  
bâtissent une église, et l'édification se  
fera en pressurant aux fidèles l'argent  
nécessaire.

Tout cela est significatif et ces faits  
ne demandent point de longs commen-  
taires. Tout d'abord, ils prouvent que  
partout l'ouvrier est exploité et dupé ;  
que partout les obstacles à son éman-  
ciation sont les mêmes ; qu'il est donc  
inutile de s'expatrier, pour aller à la  
recherche de conditions de vie meil-  
leures, les pays dont on dit le plus de  
bien ressemblant à s'y méprendre à  
ceux où on a le plus à se plaindre. Ils  
montrent aussi que le socialisme d'Etat,  
on le répète maintes fois déjà, n'est  
qu'une vaste blague et ne peut que ser-  
vir les desseins d'une bande d'agresseurs  
ou de traltres à leur classe. Point  
n'était besoin, pour être fixé là-dessus,  
de savoir ce qui se passe en Australie,  
les nouvelles qui nous viennent quoti-  
diennement de Suisse nous le prouvant  
surabondamment. Il n'y a, du reste,  
qu'un socialisme, le vrai, celui dont les  
défenseurs poursuivent avec les anar-  
chistes l'affranchissement intégral du  
producteur, en dehors de toute ingé-  
rence politique, de tout Etat.

Alzir HELLA.

Des lois seules pouvant faire le bon-  
heur du travailleur, il était tout natu-



